



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

présence militaire au Sahel

Question au Gouvernement n° 2504

Texte de la question

PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE AU SAHEL

M. le président. La parole est à M. Guy Teissier.

M. Guy Teissier. Monsieur le Premier ministre, le drame que la France a connu en perdant treize de ses soldats au Mali et le sacrifice de ces soldats face au terrorisme témoignent de l'engagement et du dévouement de nos militaires.

D'autres événements dramatiques se sont succédé à une vitesse effrénée dans la bande sahélo-saharienne, particulièrement au Burkina Faso et au Mali. Les échecs militaires, conjugués avec l'absence de réponse politique, poussent les populations à s'interroger sur leur malheur. Sur ce terreau se développe un sentiment antifrançais qui conduit à demander le départ de nos troupes. Car une armée étrangère, même amie, est toujours considérée comme une armée d'occupation quand elle reste présente pendant une longue période.

Or, près de six ans après son arrivée au Mali, l'armée française s'y trouve encore et presque autant d'hommes y sont engagés qu'aux premiers jours. En outre, le tribut du sang y est payé par les seuls fils de France : au Sahel, seule la France porte le fardeau de l'Europe.

Malgré l'implication exemplaire de nos armées, la situation est dramatique et le terrorisme ne cesse de gagner du terrain. Loin d'être éradiqué, le mal s'étend. L'opération Barkhane ne remplit plus l'office pour lequel elle avait été déployée. Il faut avoir le courage politique de le dire.

Le président Macron a déclaré vouloir « clarifier le cadre et les conditions de notre intervention au Sahel » avec les chefs d'État africains membres du G5 Sahel. Ces derniers sont conviés à Pau lundi prochain pour discuter de l'avenir de l'engagement français. Cependant, la politique de la France est illisible et ouvre la voie à tous les fantasmes. En soutenant des chefs d'État qui ont perdu la confiance de leur peuple, en fermant les yeux sur des pratiques exécrables, le Gouvernement a placé l'armée française dans une impasse. Comment gagner la guerre lorsque l'on n'ouvre aucune perspective pour la paix ? Comment sortir du tunnel et rendre l'espoir aux populations ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des armées.

Mme Florence Parly, ministre des armées. J'ai d'abord une pensée pour les treize militaires morts au Mali ainsi que pour leurs familles. Les jours passent, mais nous ne les oublions pas. (*Applaudissements sur tous les bancs.*) J'ai également une pensée pour le soldat grièvement blessé ce week-end, qui a été soigné à l'hôpital Percy, mais dont les jours ne sont plus en danger.

Barkhane, ce sont 4 500 hommes présents au Sahel pour, d'une part, lutter contre le terrorisme et, d'autre part, accompagner la montée en puissance des armées locales. Le Président de la République l'a rappelé il y a quelques jours, notre intervention au Sahel tire sa légitimité d'abord du fait qu'elle contribue à notre sécurité collective – et quand on mesure les défis auxquels sont confrontés les pays du G5 Sahel, on comprend qu'ils ne peuvent en porter le poids sur leurs seules épaules –, ensuite du fait que c'est à la demande des autorités locales – il faut toujours le rappeler – que la force Barkhane est présente au Mali.

Concernant l'avenir de notre intervention, qui est au centre de votre question, le Président de la République l'a dit très clairement : toutes les options sont sur la table. (*Sourires sur quelques bancs du groupe LR.*)

M. Éric Ciotti. C'est très clair, en effet !

Mme Florence Parly, ministre. Il est nécessaire, pour nous-mêmes comme pour les pays du Sahel, que le cadre et les conditions politiques de notre intervention soient clarifiés, et il faut, en effet, lever plusieurs ambiguïtés qui peuvent se traduire ici ou là par l'expression de sentiments antifrançais. Il faut aussi poursuivre et amplifier le travail politique d'accompagnement de notre présence militaire. Ce sera l'objet du sommet de Pau, qui devra permettre de faire repartir sur des bases solides et de rendre plus efficace notre partenariat avec les pays du G5.

Au-delà de la clarification, il faut aussi renforcer l'engagement des Européens, qui sont déjà présents à nos côtés et qui doivent l'être plus encore. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. Guy Teissier.

M. Guy Teissier. Madame la ministre, permettez-moi de vous dire que la participation des pays européens est epsilonlesque : elle se réduit à quelques troupes de soutien essentiellement britanniques et allemandes...

M. le président. Merci, monsieur le député.

M. Guy Teissier. C'est un peu court !

Données clés

Auteur : [M. Guy Teissier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2504

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Armées

Ministère attributaire : Armées

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2019](#)